MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

Bureau BILAT 2 / SE de Riyad

12/02/2021

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'ARABIE SAOUDITE

Avec une contraction du PIB de -4,1%, l'année 2020 se solde par une performance plus favorable que ce que prévoyaient les principales institutions financières internationales. Pour 2021, la prévision de croissance est de +3,2%. La reprise sera tirée en particulier par la mise en œuvre des grands programmes d'infrastructures, En 2020, l'inflation s'est élevée à 5,3%, conséquence des hausses des tarifs douaniers et du triplement du taux de la TVA. Le budget 2021 prévoit 226 Mds USD de recettes, en hausse de 10,3% par rapport à l'exécution estimée pour 2020. Les dépenses sont programmées à 264 Mds USD, en baisse de 7,3% par rapport à l'estimé 2020. Le déficit budgétaire de 38 Mds USD représente 4,9% du PIB, contre un déficit de 12,0% estimé pour l'année 2020. Le financement du déficit repose sur une combinaison entre émissions de dette et ponctions sur les réserves en devises du gouvernement. Avec un endettement supplémentaire de 22 Mds USD prévu en 2021, le stock de dette publique devrait s'élever à 250 Mds USD à fin 2021, soit 32,7% du PIB. Les réserves en devises de l'Arabie saoudite sont importantes (60% du PIB, 450 Mds USD) et permettent de contribuer au financement temporaire d'un niveau élevé de déficit.

La crise sanitaire a fortement affecté les performances économiques de l'Arabie saoudite avec une **contraction du PIB de -4,1% en 2020.** Ce résultat est meilleur que ce que prévoyaient les principales institutions financières internationales qui retenaient, en octobre 2020, une baisse du PIB de-5,4%. Après une forte chute de l'activité au 2ème trimestre (-7%) en glissement annuel, l'économie a enregistré une reprise progressive au second semestre : le PIB s'est contracté de 4,6% au 3ème trimestre et de 3,8% au 4ème trimestre. **Pour 2021, la prévision de croissance est de +3,2%**.

En 2020, l'inflation s'est élevée à 5,3%, conséquence des hausses des tarifs douaniers et de la TVA. Il s'agit du niveau d'inflation le plus élevé depuis 2009. En 2018, l'inflation s'était établie à 2,2%, après avoir été négative en 2017 (-1,3%), sous l'effet de l'introduction de la TVA à 5% en janvier 2018 et des fortes augmentations des prix administrés de l'énergie (multiplication par deux des prix des carburants et hausses des tarifs de l'électricité). Pour **2021, la prévision d'inflation est de +2,9%.**

Le budget 2021 prévoit un montant total de recettes attendu est de 226 Mds USD, en hausse de +1,9% par rapport au montant budgété en 2020 (222 Mds USD) et de +10,3% par rapport à l'exécution estimée pour 2020 (205 Mds USD). Les dépenses sont programmées à 264 Mds USD, soit 34,5% du PIB, en baisse de -2,9% par rapport au montant budgété en 2020 (272 Mds USD) et de -7,3% par rapport à l'estimé 2020 (284 Mds USD).

Le déficit budgétaire de 2021, 38 Mds USD, représente 4,9% du PIB, contre un déficit de 12,0% estimé pour l'année 2020. Estimé à 79 Mds USD, le déficit de 2020 est supérieur de 59% à celui initialement budgété (50 Mds USD). L'Arabie saoudite est engagée sur une trajectoire de réduction des dépenses et d'augmentation et de diversification de ses revenus, avec un objectif annoncé de retour à l'équilibre budgétaire en 2024.

Pour la première fois, **le ministère des Finances n'a pas communiqué le montant attendu des recettes pétrolières dans le budget 2021.** Dans le budget 2020, les revenus du secteur pétrolier représentaient 63% du total des recettes. Cette présentation ne permet pas de déterminer l'hypothèse de prix du baril annuel moyen retenue pour l'établissement du budget. Le FMI estime que l'équilibre budgétaire nécessiterait un cours moyen du baril à 66USD.

Le secteur pétrolier a été particulièrement impacté sous le double effet de la chute des cours et des réductions de production décidées par l'alliance OPEP+ en avril et juin 2020. La reprise de la demande, tirée par les économies asiatiques, s'est traduite dans un premier temps par une stabilisation des cours autour de 40 USD le baril sur la période juin-octobre, puis par une augmentation en novembre et décembre. Les cours du baril de Brent, sont ainsi passés de 37,8 dollars le baril début novembre à 51,8 dollars fin décembre, soit une hausse de +37%. **Sur l'ensemble de l'année 2020, le prix moyen du baril a été de 42 dollars,** inférieur de -35% à son prix moyen de 2019 (64,3 USD).

Les impôts et taxes, 30% du total des recettes pour 2021, sont programmées à 68,5 Mds USD, en hausse de 30,8% par rapport à l'estimation de 2020. Cette **forte augmentation attendue résulte** de l'effet en année pleine **du triplement du taux de la TVA, de 5% à 15%,** intervenu le 1er juillet 2020, dans un contexte de reprise de l'activité économique.

Le financement du déficit budgétaire repose sur une combinaison entre émissions de dette et ponctions sur les réserves en devises du gouvernement. La soutenabilité des finances publiques n'est pas remise en question et l'Arabie saoudite a les ressources pour financer temporairement un niveau élevé de déficit. En 2020, les émissions de dette ont atteint 59 Mds USD, avec un stock de dette publique en fin d'année estimé à 228 Mds USD, soit 34,3% du PIB, contre

180 Mds USD, soit 22,8%, du PIB en fin d'année 2019. Les ponctions sur les réserves du gouvernement ont atteint 32 Mds USD. Le budget de 2021, prévoit un endettement supplémentaire de 22 Mds USD, avec un **stock de dette publique en fin d'année 2021 attendu à 250 Mds USD, soit 32,7% du PIB**. Le ministère des Finances prévoit une stabilisation de la dette pour les années 2022 et 2023 autour de 32% du PIB. Pour financer le solde du déficit budgétaire de 2021, les ponctions sur les réserves en devises du gouvernement, gérées par la Banque centrale SAMA, sont programmées à 18 Mds USD. Le montant de ces réserves devrait ainsi diminuer de 93 Mds USD à fin 2020 à 75 Mds USD. Elles atteignaient 125 Mds USD à la fin de 2019.

Au total, **les réserves en devises de l'Arabie saoudite sont importantes (60% du PIB, 450 Mds USD),** représentant 28 mois d'importations, et la soutenabilité des finances publiques n'est pas remise en question.

Le solde courant est étroitement corrélé à l'évolution des cours du pétrole. Après deux années de déficit (-8,7% du PIB en 2015 et -3,7% en 2016), il devenait à nouveau excédentaire en 2017 (+1,5%), augmentait fortement en 2018 (+9,2% du PIB, avant de diminuer à +5,9% en 2019. Selon le FMI, il devrait être déficitaire en 2020 à -2,5% et 2021 (-1,6%) selon le FMI.

La reprise économique attendue en 2021, sera tirée en particulier par la mise en œuvre des grands programmes d'infrastructures, dont le rythme a été ralenti au plus fort de la crise, au second trimestre 2020, mais reprend aujourd'hui. Les mégaprojets (NEOM, Red Sea, Amaala et Qiddiya), emblématiques de la Saudi Vision 2030, sont poursuivis conformément aux plans d'origine. Le fonds souverain, le Public Investment Fund (PIF), qui pilote ces projets, dispose de disponibilités financières importantes et n'est pas exposé à la pression qui pèse sur les finances publiques.

Annoncée fin janvier 2021, **la stratégie du PIF pour la période 2021-2025 prévoit des investissements de 40 Mds USD par an**, centrés sur le développement de nouveaux secteurs de l'économie nationale avec un objectif de création de 1,8 million d'emplois d'ici cinq ans. **Le montant des actifs sous gestion du PIF était estimé à 360 Mds USD à la fin de 2020.**

Le défi majeur des autorités saoudiennes reste la capacité à attirer les investissements internationaux, indispensables à la réussite des objectifs de diversification économique. Parmi ces secteurs d'avenir : le tourisme et l'industrie des loisirs, l'innovation et l'économie numérique, les énergies renouvelables et la production manufacturière. **Les investissements étrangers en Arabie saoudite sont historiquement faibles.** En 2019, selon le rapport de la CNUCED, les investissements directs étrangers avaient augmenté de 7% entre 2018 et 2019, atteignant 4,6 Mds USD. Le ratio IDE/PIB était de 0,6% en 2019. Les autorités saoudiennes visent un ratio IDE/PIB de 5,7% en 2030.

La contrainte budgétaire incite les autorités à une accélération du programme de privatisations. Selon le ministre des Finances, l'État anticipe des recettes issues de cessions d'actifs de l'ordre de 13 Mds USD sur les quatre prochaines années. Ce programme a pour principaux objectifs de renforcer le rôle du secteur privé national dans l'économie, d'attirer des investissements étrangers, de désengager partiellement l'État de certaines activités de services tout en renforçant ses compétences en matière de régulation. **Les projets sous forme de PPP**, centrés dans les secteurs de l'eau et de l'électricité (en particulier ENR), pourraient devraient se diversifier dans de nouveaux secteurs tels que les transports, la santé et l'éducation.